

Les subsides

les retards à s'occuper sérieusement de cet accident? Pourquoi aurions-nous été gênés? De peur d'être critiqués de faire du millage politique? De remplir notre devoir à la Chambre?

● (1650)

Les propos de quelque peu de substance tenus par le ministre ont consisté, par exemple, à dire que la loi sur le transport des substances dangereuses aurait dû être rendue opérante par l'ancien gouvernement. Bien sûr, il s'est écoulé quelque temps depuis que ce projet de loi avait été voté à la Chambre des communes, et à cause de tergiversations avec les provinces, la réglementation n'était pas encore en place. Cependant, la ministre va être aux prises aujourd'hui avec des problèmes semblables, puisque, à une question de mon collègue d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) qui lui demandait ce qu'elle était pour faire pour disposer de ces produits toxiques, tels que les BPC, elle nous disait qu'elle était présentement en discussions avec les provinces afin de trouver, d'une part, des moyens pour en disposer et, d'autre part, des sites appropriés pour disposer de ces substances.

Eh bien, moi, je dois souligner à la ministre que ces discussions ne pourront être bien longues, puisqu'elle est déjà aux prises actuellement avec un problème, à savoir que la province de l'Alberta a déclaré, en fin de semaine, que son site de disposition des BPC sera dorénavant fermé à ces substances toxiques en provenance de l'extérieur de la province de l'Alberta et que ce site sera réservé uniquement aux BPC qui proviennent de l'Alberta.

Aussi je souligne à la ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier), qui vient de réintégrer la Chambre des communes, qu'elle devra se presser dans ses discussions avec ses collègues ministres de l'Environnement des diverses provinces, puisqu'elle n'a pas des mois pour en arriver à une solution pour disposer de ces substances, que le nettoyage est en train de se faire en Ontario maintenant et que ces substances devront être mises quelque part. Et il n'est pas question, d'après ce que nous dit le gouvernement de M. Lougheed, d'aller disposer des BPC ontariens en Alberta.

Tantôt, le ministre des Transports (M. Mazankowski) affichait une attitude relativement étrange. Il posait à la Chambre des questions. Il les a posées en anglais.

[Traduction]

«Le problème est de savoir comment se débarrasser des BPC». N'est-ce pas une question étrange de la part d'un ministre? Il s'agit en fait de la question que tout le monde se pose. On serait cependant en droit de s'attendre à une réponse quelconque de la part d'un ministre. Au contraire, le ministre demande: «Comment peut-on se débarrasser de ce genre de substances? Comment se fait-il qu'on transporte ce genre de substances d'un bout à l'autre du pays?».

[Français]

Ce sont là des questions que tout le monde se pose à la maison et des questions qu'on ne s'attendrait pas de voir un ministre poser. Moi, je vais donner une partie de la réponse au ministre des Transports, de même qu'à la ministre de l'Environnement. Et je dirais que le rôle de ces deux ministres est en particulier de décourager le transport de ces matières dangereuses, non pas de se poser la question: Pourquoi les matières

sont-elles transportées. C'est de décourager le transport de ces matières, de déterminer le plus rapidement possible où il peut y avoir des sites pour conserver ces matières le plus près des endroits où les matières sont présentement utilisées. Il est bien beau de réglementer le transport de ces substances, mais la principale manière d'en arriver à régler le problème de façon pratique, c'est de décourager le transport de ces substances, c'est d'autre part d'accélérer la recherche, à savoir: Comment en viendrons-nous à trouver des méthodes, des technologies pour détruire ces substances? Ce n'est pas en levant les bras au ciel et en se demandant: Diable, comment se fait-il qu'il y a de ces substances qui se promènent à travers le pays!

Aussi ce sont là les deux conseils que je donne au ministre, d'une part, de déterminer des plans pour décourager le transport des substances et, d'autre part, de trouver des plans pour les détruire.

Monsieur le Président, brièvement, mes propos auront trait maintenant aux pluies acides, dossier qui est extrêmement «chaud», en particulier dans la province que je représente, le Québec, ainsi que dans la province de l'Ontario, provinces qui sont, on le sait, les plus menacées par les vents provenant du Sud et qui nous amènent le SO₂, les oxydes nitriques et d'autres gaz en solution dans l'atmosphère qui rendent nos pluies acides, qui mettent en danger la vie aquatique dans nos lacs, qui, nous dit-on, récemment diminuent la production d'eau d'étable et s'attaquent à certaines autres de nos cultures. Il ne faut pas oublier, à travers tout le tintamarre fait par le gouvernement conservateur depuis son accession au pouvoir, tintamarre visant à nous faire croire que ce gouvernement a une solution rapide, appropriée et sérieuse au problème des pluies acides, il ne faut pas oublier que des démarches, en ce sens, avaient été commencées bien avant l'accession du gouvernement actuel au pouvoir.

Du temps de l'ancien gouvernement libéral, les objectifs de 25 p. 100 de réduction des émissions pour 1990 et de 50 p. 100 de réduction des émissions pour 1994 avaient déjà été conclus avec les provinces. Je comprends bien que nous avons eu droit, plus récemment, à une opération de relations publiques au cours de laquelle la ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier) de même que les ministres des provinces se sont présentés en public pour célébrer, à nouveau, le fait que l'on en était déjà arrivé à l'acceptation de ces normes. On nous a dévoilé ainsi un projet de dépenses de plus de deux milliards visant à nettoyer notre atmosphère au cours des dix prochaines années. Cependant, je soutiens que c'est un projet sans musculature, un projet dans lequel le gouvernement fédéral s'engage à ne dépenser qu'un maigre 300 millions répartis sur une période de dix ans, ce qui veut dire quelque 30 millions par année. C'est donc dire que le gouvernement du Canada est allé à la télévision faire cette opération de relations publiques disant: «Nous allons faire un grand nettoyage», mais disant à tout le monde dans la population: «c'est vous qui allez payer». C'est chaque acheteur d'une voiture nouvelle qui va payer environ \$200 pour avoir, j'imagine, un appareil à l'intérieur, un catalyseur, qui va diminuer les émissions encore plus, mais c'est chaque citoyen qui va payer, alors que le gouvernement fédéral fait la démonstration de sa musculature sans avoir l'argent pour appuyer ses plans.